

*Les subsides*

Il n'y a rien à y gagner sauf, je suppose, dans les calculs de rares députés de l'opposition sans doute y-a-t-il là un calcul politique. Ils ont déjà fait la même chose pour obtenir de petits avantages. Néanmoins, je ne pense pas que les Canadiens aient envie d'entendre le même refrain. J'ai passé tout l'été et l'automne à parler aux chômeurs, aux représentants des autres niveaux de gouvernement qui essaient de s'attaquer au problème, à l'entreprise privée et aux syndicats, non seulement dans ma circonscription, mais dans toutes les régions du pays. Tout le monde a posé la même question: que pouvons-nous faire, comment pouvons-nous unir nos efforts au lieu de ressasser les vieilles rancœurs, de prétendre que l'infâme gouvernement libéral, au pouvoir depuis 14 ans, est responsable de tous les maux? Les Canadiens savent à quoi s'en tenir, monsieur l'Orateur. Ils lisent les journaux et regardent les nouvelles et ils comprennent que les États-Unis sont également aux prises avec le chômage de même que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. Chaque pays, quelle que soit sa tendance ou son idéologie politique, doit s'attaquer au même problème. Ils se rendent compte également que ce phénomène n'est pas toujours causé entièrement par les actes ou l'inaction du gouvernement.

Les Canadiens se rendent compte qu'aucun gouvernement n'est responsable de l'effondrement du marché des métaux dans le monde entier. Si vous avez suivi les cours, il y a deux semaines, vous avez pu voir que le prix du nickel commençait à remonter lorsque les Russes ont mis en marché 1,000 ou un million de tonnes de ce minerai, faisant tomber son prix de 10 c. Cela n'a rien à voir avec les décisions prises à Ottawa, par le gouvernement ou par le caucus. C'est un fait. La demande est insuffisante. La demande des consommateurs et des investisseurs a fléchi dans le monde entier. Aux États-Unis, la construction de maisons a diminué de 50 p. 100. Cela n'a rien à voir avec les décisions du ministre chargé du logement ou du ministre des Finances (M. Lalonde). Je sais que nous entretenons d'excellentes relations avec le gouvernement américain, mais pas au point de lui dicter sa politique du logement. Nous avons déjà entendu ce refrain, mais les Canadiens en ont assez.

On m'a demandé de rencontrer les représentants des gouvernements provinciaux pour les inviter à participer à notre nouveau programme de création d'emplois. J'ai vu la moitié d'entre eux. Ils sont prêts à discuter avec nous, ils veulent savoir comment participer, comment collaborer et nous aider à régler les difficultés des travailleurs dont les prestations d'assurance-chômage tirent à leur fin. Cela m'inquiète, monsieur l'Orateur, qu'ici, à Ottawa, le chef de l'opposition (M. Clark) se précipite hors de la Chambre, sans attendre de connaître les résultats ou les détails, en déclarant que le programme n'est que de la frime. Ce n'est pas là le genre de réaction que les Canadiens attendent. Ce n'est pas là ce qu'ils espèrent du chef de l'opposition, d'un homme qui est chargé de chercher de manière constructive à résoudre les problèmes. Il est toujours prêt à intervenir à la Chambre pour se plaindre que nous ne faisons pas de consultation et, lorsque nous en faisons, il trouve que nous exagérons et que nous devrions annoncer le programme. Il n'est pas disposé à nous donner le temps de consulter pleinement, sincèrement et librement les gouvernements provinciaux, afin que nous puissions dire: voici ce que nous proposons; dites-nous ce que vous en pensez pour que nous puissions modifier le programme au mieux de vos intérêts.

Nous croyons que cela constitue une consultation sincère et que cela vaut mieux que de préjuger de la décision ou de prendre des décisions avant d'avoir eu l'occasion d'en discuter à fond avec eux.

Cela ne suffit pas au leader de l'opposition. Il est prêt à bloquer le programme et à le mettre au panier, avant même qu'il ait pu être présenté, alors que nous tentons de faire ce qu'il est toujours en train de nous réclamer, consulter les provinces. Il lui faut choisir; il ne peut pas avoir un programme de création d'emplois basé sur la consultation et nous condamner parce que nous consultons. Ceci me fait supposer qu'il n'a pas du tout l'intention de voir des programmes de création d'emplois.

Ce que les conservateurs veulent vraiment, monsieur l'Orateur, et c'est particulièrement évident dans le discours du député de Rosedale, n'a rien à voir avec la possibilité de créer des emplois, d'aider les gens ou de résoudre les problèmes. Ce qu'ils désirent, c'est reprendre le pouvoir. Ce qui les a réellement rongés ces deux dernières années, c'est le fait qu'ils aient perdu ce vote, parce qu'ils ne savaient pas compter. Ce qu'ils ne peuvent pas supporter, c'est que nous soyons ici, en train de prendre des décisions concernant les Canadiens, alors qu'à leur avis, ils devraient être à notre place. C'est vraiment de ça qu'ils parlent.

Je ne pense pas que les Canadiens s'arrêtent réellement à ce genre de message, parce que, actuellement, ils veulent quelque chose de différent. Ils veulent que les gouvernements discutent, qu'ils travaillent de concert. Ils veulent que les députés de l'opposition présentent des critiques et des idées constructives au lieu de dire: Ah, si nous y étions, les choses iraient beaucoup mieux.

Le député de Rosedale a prétendu que pendant toutes ces années, nous n'avons rien fait, d'où la déplorable situation dans laquelle nous nous trouvons présentement; laissez-moi considérer cela pendant un moment. Lorsqu'il a parlé de certaines réalisations des dix ou douze dernières années, je pensais à mon collègue, le député de Lincoln (M. Mackasey), qui m'a précédé comme ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et qui a apporté des changements majeurs à la loi sur l'assurance-chômage en 1971, loi qui assure maintenant à plus d'un million de Canadiens la protection dont ils ont besoin, et un début de sécurité du revenu à des millions d'autres. Le député de Rosedale a trouvé commode de ne pas en souffler mot. Il a également passé sous silence le grand nombre d'investissements du Programme d'expansion économique régionale grâce auxquels le Québec, les Maritimes, le nord du Canada et certaines parties des provinces de l'Ouest bénéficient de programmes spéciaux destinés à diminuer les disparités régionales.

Il a oublié surtout, monsieur l'Orateur, que c'est le gouvernement libéral actuel, au début des années 70, qui a instauré les programmes d'emplois directs, pour fournir une aide provisoire en période de crise économique. Quel est donc le gouvernement qui, une fois arrivé au pouvoir, s'est empressé de démanteler tous les programmes de création directe d'emplois? Songez à ce qui serait arrivé si, en cette époque troublée, nous avions poursuivi la politique des conservateurs. Aucun Canadien, nulle part au pays, n'aurait bénéficié de programmes de